LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Tom Wappel (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, je reviens d'une tournée dans le sud de l'Alberta et de la Saskatchewan où, en tant que porte-parole de l'opposition officielle pour les questions relatives au revenu, j'ai eu le loisir de sonder les habitants de ces régions et de recueillir leurs vues sur la TPS. J'ai visité 17 localités de l'Ouest, allant de grands centres comme Calgary à des petites villes comme Turtleford, en Saskatchewan.

• (1410)

J'ai participé à des causeries radiodiffusées, j'ai parlé à des gens dans la rue, dans des salles de réunion, dans des centres commerciaux. J'ai rencontré des maires et d'autres élus municipaux.

J'aimerais faire part à la Chambre des trois constatations fondamentales que j'ai eu l'occasion de confirmer lors de ma visite. Premièrement, la majorité des habitants de l'ouest du Canada sont contre la TPS.

Deuxièmement, la majorité des habitants de l'ouest sont contre le fait que la taxe entre en vigueur le 1^{er} janvier, puisqu'il s'avère nécessaire de corriger les nombreuses lacunes évidentes que contient le projet de loi.

Troisièmement, la majorité des habitants de l'ouest appuient les efforts déployés par les sénateurs libéraux en vue de rejeter le projet de loi ou de retarder l'entrée en vigueur d'une taxe qui leur est ni plus ni moins imposée par le gouvernement dictatorial de Mulroney.

* * *

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, au Québec, nous parlons souvent du développement régional et depuis septembre 1984, en Abitibi, avec les intervenants économiques, nous avons réussi à obtenir du gouvernement conservateur six comités d'aide au développement des collectivités.

Comme je l'ai toujours dit aux gens de ma région, avec ces CADC, ils disposent de la formule parfaite de concertation. Le député péquiste de Rouyn-Noranda, M. Rémy Trudel, qui s'était présenté à titre de candidat NPD au Témiscamingue aux dernières élections fédérales de 1988, déclarait lui aussi récemment qu'un CADC fédéral était «la formule idéale de concertation» et «le vrai sommet socio-économique».

Article 31 du Règlement

Monsieur le Président, chaque secteur en Abitibi va tirer profit de ses forces pour s'orienter vers le développement des industries d'avenir et diversifier son économie.

* * *

LE CHEF DU PARTI LIBÉRAL

Mme Gabrielle Bertrand (Brome—Missisquoi): Monsieur le Président, le journaliste Mario Fontaine écrivait dans *La Presse* du 12 décembre dernier, et je cite: «Jean Chrétien tentera, devant la Commission Bélanger-Campeau, de se libérer de son image fédéraliste». Et le journaliste d'ajouter que «l'état-major du Parti libéral est sur les dents».

Dans le même ordre d'idées, l'éminence grise, le sénateur Rizzuto déclare que M. Chrétien va démontrer une grande flexibilité et montrer qu'il est ouvert aux aspirations du Québec.

Monsieur le Président, je me demande s'il faut en rire ou en pleurer. Quelle crédibilité les Québécois et les Québécoises peuvent-ils accorder à l'homme qui, obéissant au diktat de son mentor Pierre Elliott Trudeau, a dénoncé l'Accord du lac Meech, à cet homme qui affirme que «le Canada n'est pas négociable», à cet homme des belles promesses de 1980 qui ont été vite trahies en 1982, à l'homme, enfin, qui a persuadé les Canadiens de l'Ouest qu'il allait mettre le Québec à sa place.

Je suis persuadée n'être pas la seule à attendre le 21 décembre avec impatience pour connaître le credo Chrétien dans sa nouvelle version adaptée à l'auditoire et aux circonstances.

* * *

[Traduction]

LES IMPÔTS DES SOCIÉTÉS

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, cette semaine, les sociétés mises en nomination au titre de société parasite par excellence sont les suivantes: la société Prairie Oil Royalties qui a enregistré 5,1 millions de dollars de bénéfices, a reçu 1,6 million de dollars de crédits d'impôt et n'a payé aucun impôt en 1989.

Des voix: Scandaleux!